

# LETTRE DES FRANÇAIS RAPATRIÉS D'ALGÉRIE ET LEURS AMIS À MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

## A.F.V

Association des Familles des  
Victimes du 26 Mars 1962

## A.L.L.O

Anciens du Lycée Lamoricière  
d'Oran

## AMICALE NATIONALE DES ENFANTS DE L'ALGEROIS

## A.N.F.A.N.O.M.A

Association  
Nationale des Français d'Afrique  
du Nord, d'outre-mer et de leurs  
amis

## ASSOCIATION SOUVENIR DU 26 MARS 1962

## AUX ECHOS D'ALGER

## C.A.P.F.A

Cercle des Anciennes Provinces  
d'Algérie

## C.D.H.A

Centre de Documentation  
Historique sur l'Algérie

## CERCLE ALGERIANISTE NATIONAL

## F.N.R

Fédération Nationale des Rapatriés

## G.R.F.D.A

Groupe de Recherche des Français  
Disparus en Algérie

## L'ECHO DE L'ORANIE

## LE MUR DES DISPARUS

## M.A.F.A

Maison des Agriculteurs et des  
Français d'Afrique du Nord

## M.A.N

Mémoire d'Afrique du Nord

## MEMORIAL NOTRE DAME D'AFRIQUE

## R.A.N.F.R.A.N

Rassemblement National des  
Français d'Afrique du Nord

*Le 15 novembre 2020*

Monsieur le Président de la République,

À l'approche du 60<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, le président de ce pays, M. TEBBOUNE, demande à la France de faire acte de contrition concernant sa présence de 1830 à 1962. Cette repentance pour des fautes présumées, sans examen objectif, est inacceptable.

Nous, Français d'Algérie, sommes las de la vision à charge portée sur notre présence de 132 ans sur le sol de ce pays. Nous avons été contraints de le quitter en 1962 dans le sang et les larmes, sans aucune protection de notre armée, cantonnée dans ses quartiers sur ordre du gouvernement français. Les accords d'Evian devant garantir la sécurité de nos biens et de nos personnes et l'illusoire cessez-le feu qui s'en suivit n'ont jamais été appliqués. 12.000 européens assassinés ou blessés entre 1954 et 1962 et après le fictif cessez-le feu du 19 mars 1962, les 49 morts de la rue d'Isly le 26 mars, les 3.018 civils européens enlevés portés disparus dont 1.700 jamais retrouvés, les tueries du 5 juillet 1962 à Oran causant 700 morts en une journée, la profanation de nos cimetières, sans oublier les militaires et le massacre des harkis, le bilan est lourd.

La spoliation de nos biens par l'Algérie s'est accompagnée d'un rapatriement et d'une réinstallation improvisée dans une métropole souvent hostile. Nos Anciens étaient pourtant venus au secours de la mère patrie lors des deux guerres mondiales. Souvenons-nous de la glorieuse armée d'Afrique dont les 300.000 combattants étaient composés paritairement d'européens et de musulmans.

Juger des événements anciens avec des critères éthiques contemporains est une erreur au regard de la raison, ne pas intégrer dans la vision de notre histoire la temporalité est une malhonnêteté intellectuelle. La mission confiée récemment à un seul historien sur la mémoire, l'histoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie suscite beaucoup de méfiance.

Il nous semble dérisoire d'extraire du passé des éléments qualifiés improprement « d'oppression coloniale » caractérisant à eux seuls l'état donné d'une société dans laquelle la violence était omniprésente. Par exemple, lors de la conquête de l'Algérie, le Maréchal SOULT écrasait dans le sang la révolte des canuts lyonnais. Si les algériens de confession musulmane n'obtinrent que tardivement le droit de vote après avoir refusé la citoyenneté française proposée dès 1865 à condition qu'ils acceptent les lois civiles de la République, les femmes françaises en ont été également privées jusqu'en 1944. Nous sommes conscients des violences de cette guerre civile que fut la guerre d'Algérie, mais le terrorisme FLN en représente le paroxysme de l'horreur. Il a actuellement de sinistres prolongements en France avec l'Islam radical.

**A.F.V**

Association des Familles des  
Victimes du 26 Mars 1962

**A.L.L.O**

Anciens du Lycée Lamoricière  
d'Oran

**AMICALE NATIONALE DES  
ENFANTS DE L'ALGEROIS****A.N.F.A.N.O.M.A**

Association  
Nationale des Français d'Afrique  
du Nord, d'outre-mer et de leurs  
amis

**ASSOCIATION SOUVENIR DU  
26 MARS 1962****AUX ECHOS D'ALGER****C.A.P.F.A**

Cercle des Anciennes Provinces  
d'Algérie

**C.D.H.A**

Centre de Documentation  
Historique sur l'Algérie

**CERCLE ALGERIANISTE  
NATIONAL****F.N.R**

Fédération Nationale des Rapatriés

**G.R.F.D.A**

Groupe de Recherche des Français  
Disparus en Algérie

**L'ECHO DE L'ORANIE****LE MUR DES DISPARUS****M.A.F.A**

Maison des Agriculteurs et des  
Français d'Afrique du Nord

**M.A.N**

Mémoire d'Afrique du Nord

**MEMORIAL NOTRE DAME  
D'AFRIQUE****R.A.N.F.R.A.N**

Rassemblement National des  
Français d'Afrique du Nord

Fiers de l'œuvre de nos parents, nous refusons que nos enfants et petits-enfants portent l'iniquité de ce procès. Les 15 départements français d'Algérie, par leur ouverture sur la modernité, avaient des atouts pour devenir un ensemble euro-maghrébin prospère et fraternel : agriculture, matières premières, médecine...

La mémoire des Français d'Algérie ne saurait être traitée d'une façon inégale parce que concernant une cause perdue par définition. En 1976 les mahorais et en 2020 les néo-calédoniens ont choisi le maintien dans la France et le progrès en votant non à l'indépendance.

**Mais réconciliation n'est pas soumission aux demandes algériennes.** Les rapatriés constatent que les efforts multiples du côté français, en particulier l'ouverture des archives concernant les victimes algériennes de la bataille d'Alger, n'ont pas été suivis de contreparties outre-méditerranée. Leur accumulation a ouvert les vannes de la surenchère en Algérie et déchaîné chez nous les tenants d'un « séparatisme » inacceptable.

Les Français d'Algérie sont attentifs à votre démarche tournée vers l'avenir, sachant qu'elle n'est possible que dans le respect de leur mémoire et le refus **catégorique de toute repentance.**

Une intervention forte de votre part le 5 décembre 2020, journée nationale aux morts pour la France et aux victimes de la guerre d'Algérie pourrait être de nature à les rassurer.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre plus haute considération.

**NOM :**

**PRÉNOM :**

**SIGNATURE :**

*À adresser sous pli non affranchi à l'adresse suivante :*  
*Monsieur le Président de la République*  
*Palais de l'Élysée*  
*55 rue du Faubourg Saint-Honoré*  
*75008 Paris*